

SE CONFORMER AUX LOIS ECONOMIQUES POUR ACCELERER LES QUATRE MODERNISATIONS

Hou Kiao-mou*

Extrait de *Pékin Information*

N° 48 (1978)

II. SE CONFORMER AUX LOIS ECONOMIQUES

En vue d'accélérer les quatre modernisations, nous devons nous conformer aux lois économiques et élever considérablement le niveau de notre gestion économique. Les lois économiques sont nombreuses. Je me borne cette fois à en expliquer trois : celle du développement planifié et équilibré, celle de la valeur, et celle de l'unité des intérêts de l'Etat, des entreprises et des individus.

Respecter la loi du développement planifié et équilibré

Marx disait : «L'économie du temps, aussi bien que la répartition méthodique du temps de travail

dans les différentes branches de la production, demeure donc la première loi économique dans le système de la production collective ; elle y prend même une importance considérable». (Principes d'une critique de l'économie politique, 1857-1858) L'économie du temps est une notion appartenant à la loi de la valeur, dont je parlerai après. Ici, se pose d'abord la question de la répartition méthodique du temps de travail. Dans les sociétés de classes antérieures, la distribution du travail social était aussi, objectivement, proportionnée. Mais il ne s'agissait d'une action ni consciente ni planifiée. Autre chose pour l'économie socialiste. Son développement, planifié et harmonieux, doit et peut être une action consciente. Telle est l'une de ses caractéristiques fondamentales. Si notre économie nationale se développe vraiment ainsi, elle connaîtra une expansion rapide, stable et durable, et en finira avec l'anarchie ou la semi-anarchie, et avec leur conséquence — un développement en dents de scie. En outre, une base matérielle sûre sera créée pour assurer continuellement la reproduction élargie socialiste et améliorer constamment

les conditions de la vie matérielle et culturelle du peuple. Depuis longtemps, en raison du sabotage de Lin Piao et des Quatre, notre économie nationale demeure, pour ainsi dire, dans un état de «semi-planification». C'est pourquoi, dans l'amélioration de la gestion économique, nous avons la tâche primordiale de transformer cette «semi-planification» en une planification totale. Nos plans doivent respecter, traduire et appliquer la loi du développement planifié et équilibré, prendre en considération les intérêts immédiats et à long terme ; les intérêts de l'Etat (des autorités centrales et locales), les intérêts collectifs des entreprises industrielles et agricoles et les intérêts individuels des travailleurs. Il faut, avant d'élaborer ces plans, étudier les besoins et les possibilités des différents secteurs, procéder à des calculs répétés et assurer un équilibre général. Le plan d'Etat ne doit souffrir aucun défaut (comme, par exemple, si le plan pour la production métallurgique était arrêté sans qu'il coïncide avec celui pour la production de l'énergie électrique et des combustibles — N.d.T.), et les plans locaux des différents échelons ne doivent pas ajouter n'importe quoi. La production et les ouvrages d'infrastructure existant actuellement en dehors du plan d'Etat doivent être inscrits dans les plans locaux. Il faut avoir des plans directs et des plans indirects, et les unifier en un unique plan d'Etat (1). Les objectifs que l'Etat fixe pour les localités doivent se refléter dans les commandes qu'elles passent avec les entreprises. C'est de cette façon que nous pouvons supprimer efficacement l'incohérence existant entre le producteur et le consommateur, entre l'offre et la demande.

En renforçant la gestion planifiée, nous nous heurterons sans doute à des contradictions entre les autorités centrales et les administrations locales, entre les différents départements, et entre l'Etat et les entreprises, contradictions qui sont d'autant plus probables que notre système de planification a été saboté pendant une longue période par Lin Piao et les Quatre. Or, nous avons l'obligation et la possibilité de leur trouver une solution si nous partons du principe de la planification d'ensemble. Dans ce domaine, nous devons certes donner libre cours à

l'initiative des localités ; sinon, nos plans ne sauraient représenter les besoins du peuple de tout le pays, et par conséquent, ils perdraient leur efficacité. Mais les projets des localités doivent obéir à l'intérêt d'ensemble de l'Etat. Nos différentes provinces ont tout lieu de vouloir s'industrialiser. A cette fin, elles doivent, en fonction de leurs propres conditions, élever leur industrie à un nouveau palier et parvenir à fabriquer les produits industriels de première nécessité et le matériel d'usage agricole. Mais cela ne signifie pas que chaque province, sans aucune exception, mettra en place un système industriel complet et indépendant, qui, au demeurant, n'est ni possible pour le moment ni nécessaire à l'avenir. Car, les ressources naturelles variant d'une province à l'autre, vouloir une autosuffisance en toute chose, sans tenir compte des conditions locales, causerait nécessairement un gaspillage énorme de forces humaines et matérielles, et la réalisation des quatre modernisations en serait retardée d'autant. Voyons l'exemple des pays capitalistes développés : aux Etats-Unis, chaque Etat a ses particularités dans le développement industriel et agricole ; et les pays d'Europe occidentale sont mutuellement complémentaires. Cette façon de faire, au lieu de freiner la modernisation, l'a au contraire accélérée. Conformément aux enseignements du camarade Mao Tsé Toung, nous devons partir de l'intérêt de nos huit cents millions d'habitants pour réaliser une planification d'ensemble. Si les contradictions entre les autorités centrales et locales ne sont pas résolues, si le plan d'Etat comporte des lacunes, et si les différents niveaux des administrations locales ajoutent au plan ce qui leur plait, une grande part de la production et des travaux d'infrastructure se réalisera en dehors du plan. De ce fait, non seulement les quatre modernisations ne pourront se réaliser rapidement, la gestion économique et les techniques de production ne pourront se perfectionner, mais encore nous nous trouverons sans moyens pour mettre un terme à la confusion et au gaspillage : la production se fera de manière chaotique ; les ouvrages d'infrastructure resteront longtemps inachevés, du matériel se trouvera en quantité insuffisante, ou d'autre restera in-

venu ; les commissionnaires auront à courir tout le pays pour faire leurs achats. Une telle situation faciliterait bien sûr les activités illégales des nouveaux éléments de la bourgeoisie.

Le développement planifié et équilibré de l'économie nationale nécessite une production spécialisée et coordonnée. C'est là la loi inéluctable du développement de la grande production moderne. C'est aussi un moyen extrêmement important pour perfectionner les techniques de production, élever la productivité du travail, améliorer la qualité des produits, économiser l'énergie et les matières premières, et abaisser le coût de la production. Marx déclarait : «On reconnaît de la façon la plus manifeste le degré de développement qu'ont atteint les forces productives d'une nation au degré de développement qu'a atteint la division du travail». (L'idéologie allemande, 1845-1846) Lénine affirmait de même : «Le progrès technique doit entraîner la spécialisation des différentes parties de la production», «pour que s'élève la productivité du travail humain, appliqué par exemple à la confection d'une parcelle quelconque du produit total, il faut que la production de cette parcelle soit spécialisée» (A propos de la question dite des marchés, 1893). Au cours de ces deux ou trois dernières décennies, les sciences et les techniques ont fait, dans le monde entier, des progrès extrêmement rapides, au point que la spécialisation de la production s'est considérablement développée, et que la coordination s'est déployée sur une très vaste échelle. Pour une pleine expansion de notre économie, nous devons, dans le cadre du plan unifié d'Etat, pousser à fond la spécialisation et organiser la coordination entre les différents secteurs économiques, les différentes régions et les différentes entreprises. A quels secteurs convient la production spécialisée ? Et à quels autres une gestion polyvalente ? Une production spécialisée donnée est-elle praticable dans une province ou une municipalité, dans une grande région ou dans le pays tout entier ? Au point de vue rentabilité, quels seraient les meilleurs fournisseurs de matières premières, de matériaux, de combustibles, d'énergie électrique, de pièces de rechange ou d'accessoires ? A ces

questions, nous ne trouverons de solution rationnelle qu'après avoir procédé à des calculs répétés et dans la mesure où un développement planifié et équilibré sera assuré. Si nous avons organisé des entreprises «grandes et polyvalentes» ou «petites et polyvalentes», c'est parce que, en un certain sens, nous y étions obligés. Ce problème, nous ne pouvons le résoudre sans organiser dans l'ensemble de la société la spécialisation du travail et la coordination de la production. Ce problème risque même de devenir plus grave. Pour le résoudre, il nous faut donc organiser par secteurs et par régions la production spécialisée des pièces de rechange et des accessoires, assurer leur approvisionnement, créer des sociétés spécialisées dans l'entretien et la réparation et capables de donner leur service dès le premier appel, et multiplier divers services de vente, de transport et d'allègement des charges ménagères des ouvriers et des employés.

Assurer l'unité des intérêts de l'Etat, des entreprises et des individus

Le camarade Mao Zedong a dit : «Il est nécessaire de prendre en considération à la fois les intérêts de l'Etat et des usines, de l'Etat et des ouvriers, des usines et des ouvriers, de l'Etat et des coopératives, de l'Etat et des paysans, des coopératives et des paysans. On ne doit pas ne se préoccuper que d'un élément». (Sur les dix grands rapports, 1956) Cette unité des intérêts de l'Etat, de l'entreprise et de l'individu est définie par le système socialiste ; sa manifestation claire constitue un des principes fondamentaux de la gestion de l'économie socialiste. Autrefois, lorsque nous étudions la question de notre système de gestion, nous avons accordé, dans la plupart des cas, une grande importance aux relations internes à l'Etat — rapports entre le système de la direction verticale (il s'agit de la chaîne : autorités centrales-province-préfecture-district — N.d.T.) et celui de la direction horizontale (autrement dit, le pouvoir au niveau provincial — N.d.T.), ou entre les autorités centrales et les administrations locales.

En d'autres termes, nous avons mis l'accent sur la question de la concentration et de la décentralisation. Cette prise en considération était naturellement nécessaire et visait à matérialiser la directive du camarade Mao Zedong qui appelait à résoudre correctement les relations entre les autorités centrales et locales. Cependant, du point de vue des rapports économiques, nous n'avons pas assez fait pour assurer l'unité des intérêts de l'Etat, de l'entreprise et de l'individu : ce qui montre que nous n'avons pas appliqué intégralement cette directive. En fait, quelle que soit la division du travail concernant la direction verticale et la direction horizontale, et quel que soit celui qui, en fin de compte, se voit assigner la direction de l'entreprise, on ne peut pas ne pas prendre comme point de départ les relations économiques entre l'Etat, l'entreprise et l'individu. C'est qu'en premier lieu, l'économie socialiste a pour objectif fondamental d'élever le niveau de la vie matérielle et culturelle du peuple — bien sûr des ouvriers et des employés. Si l'on ne se soucie pas des intérêts de ces derniers, on va à l'encontre de cet objectif. En second lieu, les ouvriers et les employés ainsi que les usines où ils travaillent sont les producteurs directs et les organisateurs de la production. On ne peut assurer un développement rapide de la production qu'en prenant en considération leurs intérêts. Enfin, les organismes d'Etat, sur le plan central comme sur le plan local, sont des établissements qui n'assument pas directement les intérêts économiques, et ils manquent souvent de sensibilité à l'égard des besoins pressants ressentis par les entreprises. Par conséquent, une concentration exagérée ou une décentralisation inconsidérée sont aussi défavorables l'une que l'autre à l'expansion de l'édification économique. Comme on l'a dit : «Quand le pouvoir est centralisé, les localités n'ont plus de terrain d'activités ; mais si le pouvoir est dispersé, on tombe dans une situation anarchique». Je m'attendrai plus loin ce problème.

Selon plusieurs directives du camarade Hua Guofeng, à moins qu'il y ait des raisons objectives, on ne peut pas traiter de la même façon les entreprises qui fonctionnent bien et celles qui fonctionnent mal, celles qui réalisent des profits et celles

qui subissent des pertes. C'est là une question touchant les rapports entre l'Etat et les entreprises. La solution de cette question revêt une grande importance pour accélérer les quatre modernisations, et elle influence aussi bien les intérêts de l'Etat et des entreprises que ceux de chaque travailleur. Car une entreprise socialiste est une unité de base de notre économie socialiste, les relations entre les travailleurs et l'Etat sont étroitement dépendantes de celles entre les entreprises et l'Etat.

Pour harmoniser les rapports entre l'Etat et les entreprises, il faut avant tout faire en sorte que le plan d'Etat soit exécuté, puis, sur cette base, répondre aux exigences de la loi de la valeur. Dans le cadre du plan unifié d'Etat, les responsabilités économiques de l'Etat et des entreprises doivent être nettement délimitées. Actuellement, il est nécessaire d'élargir suffisamment les droits de l'entreprise, afin d'encourager ses responsables et son personnel à se préoccuper des résultats des activités économiques. Dans l'ancien projet des règles en 70 points pour les entreprises industrielles d'Etat (promulgué le 16 septembre 1961 par le Comité central du Parti — N.d.T.), l'Etat doit établir «cinq normes» (2), pour les entreprises, tandis que ces dernières doivent lui fournir «cinq garanties» (3). Et le nouveau projet de résolution (c'est-à-dire le «projet de résolution sur certains problèmes concernant l'accélération du développement industriel» publié en avril dernier par le Comité central du Parti — N.D.T.) reprend les cinq normes et formule les objectifs économiques et techniques dans huit domaines (4) pour contrôler le travail des entreprises. C'est là une question d'importance majeure, et nous devons faire davantage d'enquêtes et de recherches à ce sujet, afin de perfectionner les règlements en question. Dans les objectifs des huit domaines, il n'est pas mentionné les dépenses destinées au fonds fixe. Cette lacune risque de ne pas inciter les entreprises à améliorer leur gestion, à utiliser judicieusement leurs investissements et à créer plus de richesses pour l'Etat. Quand nous étudierons les mesures visant à perfectionner la gestion, nous devons résoudre ce problème.

Les «cinq normes» et les «cinq garanties» traduisent les responsabilités de l'Etat comme des entreprises. D'une part, elles fixent et assurent aux entreprises les conditions nécessaires à leur production normale, sans quoi celle-ci serait entravée. Cette responsabilité incombe à l'Etat et aux unités coopérantes. D'autre part, elles fixent les tâches que les entreprises ont à accomplir scrupuleusement. A celles qui les accomplissent dans tous les domaines, il faut accorder une certaine récompense, par exemple un certain fonds pour qu'elles puissent distribuer des primes aux groupes et aux travailleurs d'avant-garde, améliorer le bien-être collectif du personnel et élargir la reproduction. Quant aux usines et aux personnes qui ne remplissent pas leurs tâches, elles doivent assumer une part déterminée de leurs responsabilités économiques. Lénine disait : «Je pense que si les trusts et entreprises à gestion équilibrée ont été fondés, c'est justement pour qu'ils répondent eux-mêmes et répondent entièrement de la rentabilité de leurs établissements. Si l'on s'aperçoit qu'ils n'y sont pas parvenus, ils doivent, à mon avis, être déferés en justice et punis en la personne de tous les membres de la direction par une longue détention (peut-être, après un certain délai, avec mise en liberté conditionnelle), par la confiscation de tous les biens, etc. Si après avoir fondé des trusts et des entreprises à gestion équilibrée, nous n'étions pas en mesure de garantir sérieusement en commerçants avisés tous nos intérêts, nous serions des imbéciles finis.» (Au Commissariat du peuple aux finances, 1922)

Conformément à cet enseignement de Lénine, nous devons récompenser ou sanctionner les entreprises selon l'état de leur fonctionnement et leur compte des profits et des pertes. Quant aux usines qui subissent des pertes considérables en raison de leur mauvaise gestion et qui pratiquent des activités illicites, leurs dirigeants doivent être passibles de peines ou d'amendes, et on doit les remplacer par de nouveaux dirigeants. Il ne faut pas laisser rester impunis ceux qui manquent à leur devoir. En somme, le bon fonctionnement d'une entreprise profite à l'Etat comme à son personnel et à ses dirigeants, et son mauvais fonctionnement les désa-

vantage tous et en particulier les dirigeants. Lier directement l'intérêt de l'Etat à celui des collectivités et des individus nous permet d'inciter ceux-ci à se préoccuper, sous l'angle de leurs intérêts matériels, de l'accomplissement du plan d'Etat et des résultats économiques de leurs entreprises.

Quand les Quatre s'opposaient à la combinaison de l'intérêt collectif avec l'intérêt individuel, ils n'iaient en fait ce dernier. C'est décidément un courant d'idées anti-marxistes-léninistes, apparemment de gauche mais en fait de droite. Le premier objectif que tous les communistes cherchent à réaliser, c'est de répondre aux intérêts de la majorité des gens. S'ils ne travaillaient pas dans l'intérêt de cette majorité, pour quelle raison alors les masses auraient-elles besoin du Parti communiste ? Et pourquoi devraient-elles le soutenir ? L'intérêt de la majorité des gens est un intérêt à la fois collectif et individuel. Lénine a dit : « Nous disons qu'il faut fonder chaque branche importante de l'économie nationale sur l'intérêt personnel. Discussion en commun, mais responsabilité individuelle. Nous souffrons à chaque pas de ne pas savoir appliquer ce principe ». (La nouvelle politique économique et les tâches de services d'éducation politique, 1921) Effectivement, nous en avons souffert à chaque pas. C'est pourquoi, le camarade Mao Zédong disait : « Les paroles

creuses ne servent à rien ; ce qu'il faut donner au peuple, c'est un bien-être matériel visible ». (Les Problèmes économiques et financiers, 1942)

Si l'on veut résoudre le problème touchant les intérêts matériels de l'individu, il faut appliquer résolument le principe « de chacun selon ses capacités, à chacun selon son travail ». Récemment, le camarade Hua Guofeng a indiqué : « Maintenant que les principes sont établis, avec un ordre de priorité bien défini, il importe de les mettre en pratique, sans tarder ». Pour ce qui est de la rémunération aux pièces et de l'attribution de primes, il ne doit plus y avoir d'appréhension. La pratique de millions et de millions de personnes prouve que, durant la période historique du socialisme, le principe à chacun selon son travail une fois appliqué, l'économie nationale progresse rapidement et le régime socialiste se consolide et se développe ; tandis que dans le cas contraire, l'économie nationale piétine et le régime socialiste est compromis. Ceci est une loi économique indépendante de la volonté de l'homme. Si l'on se conforme à cette loi, on sera récompensé par elle ; mais si l'on va contre, on sera sanctionné par elle.

* Président de l'académie des Sciences sociales de Chine.

fecté un grand nombre de gens et sérieusement entravé l'expansion de notre économie nationale.

Profit et «profit au poste de commandement»

Les Quatre ainsi que les pagandistes à leur solde ont affirmé que les entreprises socialistes qui réalisaient des profits plaçaient ceux-ci au poste de commandement.

La « mise des profits au poste de commandement » est une méthode que la clique des renégats révisionnistes soviétiques utilise pour restaurer le capitalisme dans le pays. Elle considère le profit comme le centre des préoccupations de ses entreprises et le moteur de leur développement. Nous devons la rejeter catégoriquement. Mais nous sommes pour les profits réalisés par les entreprises socialistes en accomplissant le plan d'Etat. Il existe une différence fondamentale entre les deux principes.

Premièrement, la production socialiste a pour but de satisfaire les besoins toujours croissants de l'Etat et du peuple et non de faire uniquement des profits, comme sous le régime capitaliste ou révisionniste. Par conséquent, l'objectif de toutes les entreprises socialistes est toujours de procurer le bien-être matériel et non de rechercher le profit.

Deuxièmement, la production de ces entreprises doit être définie par le plan d'Etat, selon le principe « le plan d'abord et le prix ensuite ». Pour assurer l'intérêt de l'ensemble, les prix de vente de certains produits sont parfois fixés à un niveau très bas et peu rentable, et on peut même permettre, en certains cas, de produire à perte.

Troisièmement, les entreprises socialistes doivent d'abord garantir la qualité des produits et l'élever sans cesse et ensuite, sur cette base, s'employer à augmenter la production, à pratiquer l'économie, à diminuer le prix de revient et à accroître les profits. Evidemment plus importants sont ces profits, meilleur est le résultat économique de la gestion des entreprises, et plus considérable, la contribution qu'elles apportent à l'Etat et au peuple. Mais cela n'a rien à voir avec « la mise du profit au poste de commandement ».

AU SUJET DU PROFIT

Hsiu Ti-sin

Extrait de Pékin Information
N° 8 (1978).

Nos entreprises doivent réaliser des profits et fournir à l'Etat des fonds d'accumulation toujours plus importants, pour accélérer le rythme de l'édification socialiste et faire de notre pays une puissance socialiste moderne. C'est là un problème évident. Problème au sujet duquel les

Quatre ont cependant créé la confusion. Pour saper l'économie socialiste, ils ont confondu délibérément les profits de nos entreprises socialistes avec les bénéfices capitalistes, en qualifiant de « gestion capitaliste » la réalisation des profits. L'influence de leurs inepties a af-